

SOCIOLOGIE HISTORIQUE DES COMMUNISMES RECONSTRUCTION D'UN OBJET

PAR

Alain MAILLARD

Mattei Dogan et Robert Pahre, auteurs de *L'innovation dans les sciences sociales* (1991), considèrent que la spécialisation de la recherche conduit à une fragmentation des disciplines en sous-disciplines (et en « sous-sous-disciplines »). Ce morcellement entraîne des franchissements de frontières, des combinaisons originales. Des approches hybrides, de nouveaux champs d'investigation se dessinent. Quand ces derniers attirent un nombre croissant de chercheurs, l'innovation est déjà accomplie. Tel est le « paradoxe de la densité ». Parmi les exemples typiques de « marginalité créatrice », figure la sociologie historique. Elle est aujourd'hui l'un des modes de connaissance les plus féconds dans les sciences sociales, notamment quand elle prend pour objet le politique.

Nous avons suivi pour notre part cette voie en tentant de comprendre et d'expliquer l'entrée en scène des mouvements communistes dans la France de la première moitié du XIX^e siècle¹.

1. Maillard, 1999. Le texte présent fait écho à ce livre (à l'origine une thèse de doctorat), ainsi qu'à des recherches et des discussions ayant suivi sa parution : voir le dossier que nous avons réuni pour les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire*

Pour établir la sociogenèse des idées, des imaginaires et des pratiques communistes, il nous faut traverser l'histoire, l'anthropologie et la sociologie. Nous réunirons ici quelques éléments d'un bilan critique en revenant sur l'intérêt et les limites de trois démarches incontournables dans notre domaine : les approches « génétique », sociologique et comparée.

I. L'APPROCHE « GÉNÉTIQUE »

L'histoire « génétique » étudie l'engendrement et le cheminement des idées, des pratiques, des cultures politiques sur de longues, moyennes et courtes durées. On commence par se demander de quoi ont hérité un théoricien, un dirigeant politique, un mouvement au moment de son apparition et de son essor. Ce mode de questionnement découle du fait que dans le temps chronologique, il y a un avant et un après. Comme le rappelle William Grossin (1989 : 238), forte alors est la tentation d'appliquer trop rapidement le raisonnement des scolastiques : *Post hoc ergo propter hoc* (« Avant cela, donc à cause de cela »), autrement dit de déceler systématiquement des rapports de cause à effet entre l'antérieur et le postérieur. En outre, les acteurs sociaux ne cessent de reconnaître leur dette à l'égard de leurs ancêtres et de prétendre s'inscrire dans des filiations intellectuelles et politiques. Dans l'histoire du communisme et en général de toutes les grandes conceptions du monde, la recherche des précurseurs, des pères fondateurs et des successeurs, en vue d'établir des arbres généalogiques, a souvent alimenté les grands récits édifiants, riches en transpositions anachroniques. Une certaine vision marxiste d'un progrès à sens unique, qui partirait des socialismes utopiques et culminerait avec le socialisme scientifique, est aujourd'hui caduque. Cette critique s'adresse aussi bien à son envers, l'historiographie anticommuniste, qui s'efforce, à partir de notions essentialisées comme l'illusion utopique, la passion révolutionnaire, d'enchaîner les idées et les événements suivant un ordre téléologiquement pré-établi². Le regard historique, qui s'exerce toujours au présent, nous incite à reconstituer le passé selon une démarche fina-

(suite note 1) *critique* 77, 1999. Il tire aussi son origine d'une table ronde tenue lors du Congrès international Marx de septembre 2001 sur l'ouvrage collectif, *Le siècle des communismes* et à un séminaire du CURAPP sur l'interdisciplinarité dans les sciences sociales (mars 2002).

2. Tel nous paraît être le travers dans lequel retombe François Furet (1995).

liste ou nécessitariste. Contre les préjugés rétrospectifs de l'histoire-progrès de la classe ouvrière anglaise, Edward Palmer Thompson écrivait : « Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure » (Thompson, 1988 : 16).

Les générations reçoivent du passé des dispositions diverses. Mais une partie de celles-ci est simultanément recomposée dans des pratiques et des contextes inédits. La tentative de dépassement du subjectivisme et de l'objectivisme que proposait Marx en 1845 reste d'actualité : « les circonstances font tout autant les hommes que les hommes font les circonstances » (Marx & Engels, 1972 : 129). L'histoire génétique des idées et des pratiques politiques doit parvenir à démêler ce dont on hérite de ce que l'on crée, plus précisément la façon dont on fabrique le nouveau à partir de l'ancien. Dans le domaine des idées politiques, on s'aperçoit alors que les traditions évoquées et invoquées ne sont pas de purs legs ; ce sont des traditions inventées par un travail de mémoire et d'histoire, d'appropriation et de rejet, d'analogies et d'oppositions, d'identifications et de différenciations, effectué selon une trame et des intérêts présents.

Concernant le communisme néobabouviste des années 1840, peut-on soutenir qu'il s'agit d'un mouvement continuant l'expérience babouviste de 1796 ? Si cette dernière a été effectivement transmise, via Buonarroti et ses amis, auprès d'une nouvelle génération politique apparue chez les « blouses » et les « redingotes » sur les barricades de 1830, 1832, 1834 et dans les prisons de la monarchie de Juillet, il faut comprendre comment les protagonistes se sont approprié le message des Égoux et comment ils se sont mis sous le patronage de figures tutélaires pour affirmer un courant qu'eux-mêmes ont préféré baptiser avec un vocable alors inemployé dans le champ idéologique et politique : « communiste ». Avant d'être babouvistes, ils sont d'abord, selon l'expression des dirigeants de la Société des travailleurs égaux, « républicains communistes ». Dans les milieux radicalisés du parti républicain, ils reprennent à la fin de 1839 et durant l'an 1840 le désignant « communiste » pour marquer leur différence, en l'occurrence avec les démocrates modérés et les écoles socialistes en formation. Ils entendent ainsi apporter aux ouvriers de cette époque un projet syncrétique d'émancipation doté de nouveaux

signes de reconnaissance. Ils se saisissent du principe babouviste de communauté des biens, des travaux et des jouissances, et pour plusieurs, des pratiques conspiratrices de Blanqui, tout en s'efforçant d'intégrer à leur doctrine des idées saint-simoniennes et fouriéristes...

Abordons maintenant la question de l'éventuelle relation entre le républicanisme communiste des années 1840 et celui du PCF des années 1930. Est-ce que l'on peut estimer que ce parti a produit une culture communiste républicaine, un patriotisme républicain parce que d'autres courants communistes l'ont fait avant eux ? Il est vrai que les communismes égalitaires français des années 1840 se présentent comme des « républicanismes communistes ». Nous avons rappelé que les premiers théoriciens et militants sont à l'origine des républicains qui se radicalisent tellement qu'ils rompent avec l'opposition démocratique incarnée par *Le National* et entendent fonder la république sur la communauté des biens. Cette République des Égaux instituerait une souveraineté du peuple complète parce que ce n'est pas simplement la citoyenneté et l'instruction qui deviendraient publiques, communes, mais aussi les biens et les instruments de production. Du coup, il est tentant de penser que le mariage du rouge et du bleu, élément constitutif de l'identité du Parti communiste français (Martelli, 1995), aurait quelques rapports avec les républicanismes communistes de la première moitié du XIX^e siècle. Entre 1839 et disons 1939, beaucoup de changements socio-économiques, culturels, politiques sont intervenus tant dans le mouvement ouvrier que dans la société globale. Les socialismes de la seconde moitié du XIX^e siècle ne sont plus ceux des années 1830-1840. Il est remarquable qu'aux lendemains de la révolution de 1848 et jusqu'à la révolution bolchevique, le mot communisme connaisse une certaine éclipse : il subsiste dans les textes doctrinaux, encore que de nouveaux termes tendent à le supplanter (collectivisme par exemple) mais disparaît quasiment des terminologies de partis. Il est vain de chercher un fil rouge « objectif » entre les deux communismes. De très nombreuses expériences sociales et politiques se sont accumulées au cours de plusieurs décennies ; une profusion de débats et de combats sur des questions tantôt distinctes, tantôt confondues (droit de vote, droit au travail, abolition du salariat...) ont donné naissance à une pluralité de concepts et de cultures politiques. Le

mouvement républicain se décline en une multitude de langages. Et recenser tous les signifiants relève d'un immense travail d'érudition. À la fin du XIX^e siècle, la référence à Babeuf est polysémique : la plupart des courants socialistes, des plus modérés aux plus révolutionnaires, se proclamaient héritiers du Tribun du peuple.

Il en va de même pour le rapport entre communismes français et nation : Le PCF n'a-t-il pas, disons à partir du Front populaire, associé prolétariat et nation, émancipation ouvrière et souveraineté nationale, comme les communistes français le faisaient déjà en 1840 ? Que l'on songe par exemple à la réintroduction en 1935 du drapeau tricolore et de la Marseillaise. Comment expliquer cette décision politique ? Plusieurs niveaux d'approches existent. L'imputer au passé républicain des gauches françaises ne saurait suffire : ce serait même une tautologie d'affirmer que ce parti évoque Robespierre, Babeuf, la 1^{ère} République, agite le drapeau tricolore avec le drapeau rouge parce que ses membres ont appris à l'école l'histoire de la Révolution française. Il faut se demander pourquoi il a décidé de le faire à un moment donné, quelle était la stratégie géopolitique de l'URSS et de la section française du Komintern... Avant d'évoquer les permanences structurelles, il convient de se tourner vers les raisons conjoncturelles. Celles-ci peuvent être interprétées différemment selon les postures politiques des uns et des autres : les oppositions de gauche (trotskystes, libertaires...) parleront d'opportunisme, d'application de la conception stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays dans le contexte du Front populaire... Les communistes invoqueront la nécessité politique de réactiver l'héritage révolutionnaire de la Première République pour ne pas rester extérieurs aux traditions nationales et pouvoir développer ainsi un parti de masse... En tout état de cause, il s'ensuivra la fabrication de ce que Marie-Claire Lavabre appelle une « mémoire historique » qui sera enseignée pendant des décennies aux cadres et aux militants du parti (Lavabre, 1994). Au final, le PCF a exploité le passé républicain de la France pour créer son propre républicanisme, lequel devait être compatible avec le bolchevisme – ce qui n'est pas allé sans tensions. Cette politique de la mémoire a rencontré un écho dans les couches républicaines de la population, ouvrières ou non. Le PCF a parlé la langue de la gauche française. C'est peut-être là l'une des causes de sa transformation effective en parti de

masse. Si nous ne reconnaissons pas de filiation directe entre les communismes de 1840 et ceux du XX^e siècle, de quoi a pu hériter le PCF ? D'une variété d'expériences, républicaines bien sûr, mais aussi d'une autre nature – le syndicalisme révolutionnaire de la première CGT en est un exemple saillant. Toutes ont été vécues de façon hétérogène par des générations successives.

Nous ne proposons pas de répudier l'approche génétique. Elle est indispensable pour comprendre comment le mort peut saisir le vif. Mais mieux vaut alors, dans ce cas précis, rester attaché à la fonction idiographique assignée à l'histoire au XIX^e siècle : étudier les singularités, les différences, l'inattendu, le fortuit... On cherchera donc à détecter ce qui passe d'un mouvement, d'une génération à l'autre mais surtout à discerner *ce qui ne passe pas*. Au reste, certains objets se prêtent davantage à ce genre de reconstitution : les implantations militantes et électorales dans des localités ouvrières et/ou républicaines, les cultures politiques micro-régionales peuvent persister sur la longue durée et méritent d'être examinées à la loupe.

II. L'APPROCHE SOCIOLOGIQUE

Nous faisons allusion à la fonction idiographique de l'histoire à laquelle il était courant au XIX^e siècle d'opposer la fonction nomothétique de la sociologie. Cette dernière se distinguait de l'histoire événementielle en recensant des types de société, de socialisation, de structures institutionnelles... Pour Georges Gurvitch, ces typologies impliquaient l'introduction d'importantes discontinuités dans la construction de l'objet : celui-ci n'est pas le *continuum* de l'histoire, fût-il découpé en périodes et mesuré, comme chez Fernand Braudel, selon des échelles de temps multiples. Bien que travaillant une matière historique, les sociologues sont censés se concentrer sur la spécificité des logiques micro et macrosociales à l'œuvre dans les « paliers », les groupes, les sociétés globales (Gurvitch, 1977 : 288-299). Ils établissent des problématiques, forgent des concepts, proposent des paradigmes pour rendre intelligibles des phénomènes sociaux récurrents dans le devenir des sociétés contemporaines. Ils recourent ainsi à des catégories spécifiques : division sociale du travail, rapports sociaux de classe, de génération, de genre, imaginaire ou

système de représentations collectives... L'école des Annales et des chercheurs comme Norbert Elias se sont efforcés de dépasser la répartition des tâches entre histoire et sociologie, mais il faut reconnaître que les deux disciplines ne sont pas parvenues à une véritable fusion sur le plan institutionnel.

Appliquée aux communismes égalitaires, la sociologie s'intéresse, entre autres, au type de lien social qui structure les réseaux militants ou encore qui transparait dans leurs représentations. La sociologie des idéologies politiques, elle-même dérivée de la sociologie de la connaissance, s'est développée en rupture avec l'histoire des idées. Inspirée notamment des écrits de Marx, Weber et Mannheim, elle examine les conditions socio-historiques qui ont rendu possible l'apparition et la diffusion des représentations collectives. Les concepts politiques font partie d'un ensemble plus vaste, un imaginaire socio-politique inséparable de la dynamique des champs institutionnels, des classes ou des fractions de classes (Ansart, 1970 & 1977). Nous avons pour notre part essayé d'établir des homologies de structure entre une série de pratiques socio-économiques, politiques et culturelles, répandues dans la France des XVIII^e et XIX^e siècles et leur conception du rapport entre liberté, égalité et propriété telle que les codes et les récits utopiques la définissent. Les pères fondateurs de la sociologie ont émis, trop rapidement sans doute, plusieurs hypothèses sur les affinités électives susceptibles d'exister entre certaines pratiques collectives des paysans de l'Ancien Régime (biens communaux, vaine pâture...), des gens de métiers (solidarités corporatives, compagnonnages...) et les projets de mise en commun des terres, des ateliers. Le rapport entre l'État républicain national, un et indivisible (du type de celui de 1793), et le refus d'introduire de nouveaux corps intermédiaires, qui dans les utopies sociales concurrentes (les socialismes), prennent le nom de mutuelles, de coopératives, de phalanstères..., constitue une autre piste intéressante. Nous ne pouvons pas rappeler le détail de cette analyse. Il en ressort que l'approche sociologique ne saurait arrêter un modèle explicatif unique des communismes égalitaires. Ces derniers ne se réduisent ni à un communautarisme de paysans, ni à un égalitarisme d'artisans, ni à un socialisme d'État intégral. Il faut envisager une configuration beaucoup plus complexe, le nœud gordien étant la nature ambivalente

du lien social qui sous-tend cette communauté des Égaux : on y trouve mêlés tout à la fois un individualisme démocratique et une nostalgie de socialité faiblement différenciée. Le « bonheur commun » dont rêvent les Égaux peut prendre l'allure d'une « démocratie compacte », selon la formule de Proudhon, et/ou d'une société désaliénée.

La sociologie des imaginaires entend également montrer comment les interférences entre pratiques et représentations se déroulent dans des temps contrastés : la vie des idées présente des rythmes et des temporalités propres, qui ne concordent pas avec les rythmes et les temporalités des mondes du travail, des pratiques politiques. Aussi avons-nous insisté sur l'émergence d'un agir et d'un imaginaire socio-politique spécifique dans les réseaux républicains du premier XIX^e siècle. Les idées communistes sont inséparables des républicanismes ouvriers. Ceux-ci s'avèrent indissociables de la situation générationnelle des « redingotes » et des « blouses » en révolte contre la monarchie de Juillet et son opposition démocratique modérée, et la construction d'une contre-mémoire collective. Ce travail de mémoire et d'histoire, qui réhabilite la Révolution jacobine, a établi ses généalogies de parti, toujours friandes en pères fondateurs, lesquels sont des sources d'identifications et de légitimations. On voit comment les filiations sont des affiliations et comment chacun s'est doté d'un passé fondateur et tente de le rejouer. Mais comme l'expliquait Marx dans *Le dix-huit Brumaire*, les repères mémoriels, symboliques, la « poésie du passé » des forces sociales et politiques en présence coïncident rarement avec le mouvement réel³.

La question des temporalités rebondit quand on s'interroge sur la notion d'événement, catégorie fondamentale du temps historique et politique, particulièrement délaissée par la sociologie classique. Cette dernière l'a souvent réduit à un effet de structure, un phénomène de surface (*Terrain*, 2002). Pourtant il est des événements qui viennent troubler l'ordre structural de la longue durée. En outre, ils révèlent la discordance des temps car les événements des uns sont les non-événements des autres. Pour Michèle Riot-Sarcey

3. « La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut puiser sa poésie dans le temps passé, mais seulement dans l'avenir. Elle ne peut commencer avec elle-même avant de s'être dépouillée de toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures eurent besoin des réminiscences empruntées à l'histoire universelle pour s'aveugler elles-mêmes sur leur propre objet » (Marx, 1994 : 440).

(1998 : 213-229), l'événement marquant de l'année 1840, c'est la série de grèves ouvrières de Paris, dont les moments forts s'échelonnent entre juin et septembre. Événement par excellence tant il est « insaisissable » aux yeux des observateurs officiels et révélateur de ce « réel de l'utopie » que l'historien doit mettre au jour. Pour les réseaux en rupture avec le parti républicain qui « se découvrent » et se « proclament » communistes cette année-là, l'événement majeur est le « Premier banquet communiste », tenu à Belleville le 1er juillet. Réunissant 1 200 personnes, dont un grand nombre de travailleurs, il se tient pendant ces grèves mais n'aborde pas le sujet : sur les vingt toasts prononcés, aucun n'y fait une allusion directe alors que la question sociale est sans cesse abordée. On sait que des actes de solidarité se sont produits (cela est attesté pour les ouvriers allemands de la Ligue des justes, future Ligue des communistes, qui, immigrés à Paris, ont organisé une soupe populaire et une souscription en faveur des tailleurs). Cependant les orateurs du Banquet de Belleville s'en tiennent à l'énonciation des grands principes du communisme égalitaire. Du point de vue du champ politique, cet événement est bien un avènement. Mais alors que nous établissons un lien objectif avec l'événement social que représentent les grandes grèves parisiennes concomitantes, les communistes ne le font pas, du moins explicitement. Le politique subsume le social. Les grèves sont corporatives. Seules la révélation et la propagation du communisme, système le plus syncrétique, répondent véritablement à la question sociale. Bref, les communistes, comme la plupart des socialistes de cette période, sont « doctrinaires ». Notons que les tensions entre le social et le politique réapparaîtront durant le second XIX^e siècle. On peut estimer qu'elles ne seront pas dépassées : l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire auront toujours le plus grand mal à penser le politique ; le socialisme réformiste et le marxisme révolutionnaire, le social. Le débat « spontanéisme/substituisme » reviendra avec de nouvelles expériences dans le mouvement ouvrier du XX^e siècle et en ce début du XXI^e siècle, il demeure plus que jamais ouvert (dans les luttes pour une « altermondialisation » par exemple).

Les travaux de ces dernières décennies ont reposé de plus en plus sur un va-et-vient entre les démarches de l'historien, du sociologue et de l'anthropologue. Si la sociologie

a introduit des éclairages spécifiques en prenant ses distances avec l'histoire génétique, elle risque de se scléroser dans le formalisme en utilisant ses cadres théoriques comme des grilles de lecture valables en tout lieu et en tout temps. D'où la nécessité d'une part de les historiciser, et d'autre part de les « dé-ethnocentriser » comme l'écrit Robert Castel (1996 : 319). La relation d'altérité entre le sujet et l'objet implique un décentrement spatial et temporel. Anthropologie et histoire peuvent se combiner pour mieux appréhender ce que Marc Augé nomme « l'espace historique de l'anthropologie et le temps anthropologique de l'histoire » (1997 : 9-29). Les pratiques politiques des socialistes et des communistes du XIX^e siècle doivent être appréhendées sous ce double angle : les réunions de comités de rédaction de journaux ouvriers consacrées à la religion et à la famille, l'organisation de sociétés secrètes conspiratrices, les rapports entre les sexes dans ces foyers d'utopie constituent des objets d'études qui requièrent une telle posture. Cela passe par une analyse du langage, qui malheureusement, comme pour tout objet enfoui dans un passé lointain, n'existe que sous forme de traces écrites. De la confrontation entre deux univers langagiers, celui des gens de lettres et des gens de métier, sont apparus des discours inédits que l'on qualifie de « républicanismes ouvriers ». Les communismes égalitaires des années 1840 en sont issus.

La plupart des concepts de l'histoire politique et sociale du XIX^e siècle ont été utilisés de façon trop abstraite, sans doute parce que l'on a pensé le XIX^e siècle à l'aune du XX^e. De sorte qu'un réexamen linguistique s'impose : jacobinisme, républicanisme, socialisme, communisme, libéralisme ou encore, babouvisme, blanquisme, saint-simonisme, fouriérisme, proudhonisme, marxisme, etc. sont devenus des mots-valises à déconstruire. Ils ont pris d'autres sens, lesquels nous ramènent au sens des autres. Il convient désormais de les désubstantialiser en repérant qui les prononce, quand, où, comment et pourquoi. Les locuteurs et leurs interlocuteurs ont été amenés à utiliser telles notions ou images, tels symboles ou mises en scène pour soutenir leurs idées dans une situation et à un moment particuliers. Reinhart Koselleck a insisté sur le besoin d'une étude spécifique des concepts qui devrait accompagner l'histoire sociale. À condition de distinguer le mot du concept :

« Un mot peut – par l'usage qu'on en fait – devenir univoque. Un concept, par contre, doit rester équivoque. Certes le concept s'attache lui aussi au mot, mais il est en même temps plus qu'un mot : un mot devient concept quand la totalité d'un ensemble de significations et d'expériences politiques et sociales dans lequel et pour lequel ce mot est utilisé, entre dans ce *seul* mot » (Koselleck, 1990 : 109).

L'histoire des concepts proposée par Reinhart Koselleck ne se réduit pas à une histoire sociale du langage. Car il ne s'agit pas seulement de chercher à identifier le sens des concepts ou encore les réalités différentes qu'ils désignent à un instant et dans un contexte donnés. Il faut prendre en compte la durée de leur signification, laquelle ne se recoupe pas nécessairement avec la durée des mots :

« Un des avantages de l'histoire des concepts est d'aider, grâce à l'alternance des analyses synchroniques et diachroniques, à déterminer la durée des expériences passées et à mesurer la véritable capacité analytique des théories passées. Dans ce changement de perspective peuvent apparaître des glissements et des ruptures, qui se font jour entre d'anciennes significations et de nouveaux contenus d'un même mot. C'est alors que l'on peut constater qu'il existe des résidus de signification auxquelles ne correspond plus aucune réalité, ou que des réalités percent sous un concept dont la signification réelle reste inconsciente » (*Ibid* : 114).

Les significations des concepts de socialisme et de communisme au XIX^e siècle (ainsi qu'au XX^e) sont à analyser dans cette perspective. Surtout que nous disposons maintenant des travaux de Jacques Grandjonn sur l'histoire du langage socialiste et communiste avant Marx. *Communisme/Kommunismus/communism* (Grandjonn, 1989) constitue le meilleur point de départ pour cerner le devenir de ce vocabulaire. Il est dommage que nous ne bénéficions pas de synthèses similaires sur la seconde moitié du XIX^e siècle. Nous avons signalé que le mot communiste avait eu tendance à s'éclipser à partir de 1848 et ne revenait en force qu'avec la révolution bolchevique. Du point de vue de l'histoire du concept, cette parenthèse correspond-elle à une modification de la signification qu'il prenait dans les années 1840 ? Le succès du mot socialisme induit-il un véritable changement de conception du projet égalitaire ? Le cas de Blanqui est une piste intéressante. Il n'emploie guère le mot communiste avant la fin des années 1860. Pourtant,

dans la décennie 1840, il comptait parmi ses partisans les plus proches des communistes néobabouvistes. La définition du communisme qu'il donne dans un texte de 1869-1870 est-elle à peu près identique à celles qui circulaient dans les années 1840 chez ses amis ? Ne s'est-il pas effectué un véritable glissement sémantique durant les années 1860, période de renouvellement des mouvements ouvriers et socialistes ?

III. L'APPROCHE COMPARATIVE

Les chassés-croisés entre histoire, sociologie et anthropologie (une « socio-anthropologie historique » ?) s'imposent aussi dans les approches comparatives des conceptions, imaginaires et pratiques politiques. La comparaison a connu des statuts méthodologiques et épistémologiques divers dans les sciences sociales. Elle ne s'applique pas qu'aux analyses quantitatives et s'est éloignée des intentions positivistes initiales. Elle est indispensable pour appréhender la dimension qualitative de certains processus, en particulier dans le cadre d'élaborations théoriques. La sociologie des idéologies politiques et l'histoire conceptuelle du politique y recourent sans cesse. Dès lors que l'on aspire à penser les démocraties, les libéralismes, les révolutions, les totalitarismes contemporains..., on est obligé d'établir des parallèles entre ces faits dans les temps et les lieux, ne serait-ce que pour mieux saisir leurs différences et leur originalité. Comparer les socialismes et les communismes du XIX^e siècle et ceux du XX^e, c'est au demeurant admettre que des types de situations, des logiques, des modes d'agir politiques se produisent et reviennent sous des formes variées dans des contextes inédits. Les dialectiques entre modérés et radicaux, révolution et contre-révolution, démocratie représentative et démocratie directe, existent sous la Révolution française, au XIX^e comme au XX^e siècles. Les dénominations, les argumentations et les pratiques varient selon les acteurs et les époques. Il convient donc de les historiciser. Mais il est des problématiques qui,

4. On en trouvera un exemple remarquable dans l'ouvrage d'A.-J. Mayer (2002). L'auteur nous livre une histoire thématique, conceptuelle et comparée, qui montre comment il est possible de porter des objets événementiels à la fois différents et récurrents à une hauteur théorique. La seule critique d'ordre épistémologique que l'on puisse adresser à cette somme incontournable est qu'elle délaisse l'analyse du jeu des forces sociales dans les deux trames révolutionnaires.

tout en se renouvelant, persistent. Certes les débats politiques usent et abusent de l'analogie dans le cadre d'une rhétorique de la polémique. Ainsi Tamara Kondratieva a montré, dans *Bolcheviks et Jacobins* (1989), comment, au début de la Révolution russe, chaque tendance politique, exclue du pouvoir soviétique, déclarait que Thermidor avait commencé. Il n'en reste pas moins que ce type de critique a pu être fécond. Les sciences sociales doivent manier moins l'analogie que la comparaison et le *distingo*⁴.

Le XIX^e siècle ne saurait être qualifié de « siècle des communismes » (Dreyfus *et alii*, 2000) car si les *attentes* se dessinent selon des modalités particulières, les *expériences*, spécialement de prises du pouvoir, n'ont pas encore commencé (celle de la Commune de Paris n'est pas à proprement parler communiste). On observe des expérimentations partielles de principes socialistes et communistes : mutuelles, coopératives, communautés, associations diverses du mouvement ouvrier, des tentatives brèves et tragiques de démocratie « populaire », représentative (1848) et directe (1871). Mais pour ce qui est de la transformation sociale et politique à l'échelle des États nationaux, le communisme n'est alors qu'à l'état de projet : les idées sont condensées dans des utopies, littéraires comme le récit de Cabet, *Voyage en Icarie*, et juridiques comme le *Code de la communauté* de Dezamy, ou dans des manifestes comme celui de Marx et d'Engels ; l'organisation politique ne prend pas encore la forme des partis du XX^e siècle. En outre, les mouvements communistes qui surgissent dans les années 1840 se nourrissent des expériences révolutionnaires de 1789-1793-1830 et s'inscrivent subjectivement dans leur temporalité de « création continuée ». Les communismes du XX^e siècle se reconnaissent dans la révolution d'Octobre 1917 et s'ancrent objectivement dans son espace-temps. Par contre on admettra l'existence de plusieurs types de communismes. Cette mise au pluriel est pertinente non seulement pour le XX^e siècle mais également pour le XIX^e. Les conceptions et les pratiques des communistes des années 1840 sont multiples. Le communisme des « néobabouvistes », lui-même polyphonique, diverge de celui de Cabet. Chez Marx et Engels, il est d'une autre nature : malgré la reprise d'éléments programmatiques spécifiques à tous les communistes de l'époque, ils rejetaient la méthode de pensée et d'action des communismes égali-

taires, néobabouviste ou icarien. La célèbre définition du communisme dans le *Manifeste*, « À la vieille société bourgeoise avec ses classes et ses oppositions de classes se substitue une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », est en partie tournée contre l'égalitarisme niveleur répandu dans la Ligue des communistes. Les différences considérables entre les communismes égalitaires et le communisme de Marx et Engels méritent le détour. Le « communisme encore de nature politique, démocratique ou despotique » (caractérisations de Marx, trad. 1972), le « communisme de caserne » de Cabet ont-ils un rapport avec la dimension totalitaire de l'URSS sous Staline ou de la République populaire de Chine sous Mao ? Il est vrai que lorsqu'on lit le *Voyage en Icarie*, on ne peut s'empêcher de songer à certains aspects de ces régimes (presse unique, capitalisme d'État...). D'ailleurs, sous Brejnev, on accusait les maoïstes d'appliquer le communisme égalitaire de Babeuf ou de Cabet. Mais c'était là se livrer une fois de plus à des analogies idéologiques sur fond d'histoire téléologique du type : les adversaires chinois sont aux communistes prémarxistes ce que les Soviétiques sont aux marxistes (Arzamastsev, trad. 1976). Il faudra revisiter cette question.

L'approche comparative peut autoriser un certain anachronisme. Il ne s'agit pas de violer la règle élémentaire des historiens en vertu de laquelle on ne doit pas confondre les faits du passé et du présent. Nicole Loraux a considéré l'anachronisme et lui a conféré un autre statut épistémologique. Dans le cadre d'une « histoire du répétitif », on cherche des « opérateurs de la répétition en histoire » (Loraux, 1993 : 36-37). Par exemple, les passions politiques, les rapports aux pouvoirs dans la Grèce antique ne s'avèrent pas complètement dépourvus de contemporanéité. Il n'est pas question de remettre en cause les acquis de la démarche anthropologique (l'altérité) mais de repenser les temps historiques.

Dans notre perspective, l'analyse comparée appliquée à des sociétés et à des périodes différentes permet de sociologiser l'histoire en incitant le chercheur à se risquer davantage à généraliser. Elle invite tout autant à historiciser la sociologie en la poussant à sortir de son formalisme d'hier et surtout, comme le déplorait Norbert Elias, de son actuel-

le « retraite dans le présent ». À une autre échelle encore, il n'est pas interdit d'en faire le moment préalable d'une tentative ambitieuse de construction d'une sorte de rythmanalyse du politique : on étudierait alors les répétitions différentielles, les éclipses et les retours de configurations de la pensée et de l'agir politique, leur intensification et leur rémission.

* * *

*

Nous sommes revenus sur quelques-uns des chantiers de la sociologie historique des communismes. Celle-ci ne résulte pas simplement d'échanges, de transferts de savoirs et de méthodes entre l'histoire, l'anthropologie et la sociologie. En fait, elle ne se soucie guère des frontières entre disciplines. C'est la nature de l'objet, de la problématique, la sensibilité du chercheur, sans compter le contexte culturel et politique, qui commandent le plus souvent le choix des méthodes et des concepts. La sociologie historique du politique relève d'une approche transdisciplinaire qui accentue telle ou telle dimension selon le cheminement de la recherche. Sans doute rencontre-t-elle des limites. Son souci est d'éviter les débats trop abstraits, lesquels s'observent aussi bien dans les histoires politiques excessivement descriptives que dans les investigations anhistoriques de philosophes, voire de sociologues... Elle fournit par conséquent de précieux matériaux pour la réflexion politique sans pouvoir satisfaire tous les besoins de cette dernière. C'est qu'il apparaît indispensable, ne serait-ce qu'en tant que citoyen, de discuter du contenu des idées et des pratiques politiques, examiner en quoi les unes sont vraiment périmées, les autres toujours actuelles. Les questions de la démocratie, du libéralisme et du communisme impliquent de surcroît des degrés de théorisation qui nous éloignent des terrains de la sociologie historique. Cependant l'exigence du concret nous ramène toujours, à un moment donné, aux dynamiques sociales des mondes d'hier et d'aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- Ansart, P. (1970) *Naissance de l'anarchisme. Esquisse d'une explication sociologique du proudhonisme*, Paris : PUF.
- Ansart, P. (1977) *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris : PUF.
- Arzamastsev, A. (1976) *Le « communisme » de caserne*, trad. franç., Moscou : Les Éditions du Progrès.
- Augé, M. (1997) *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris : Flammarion, 2^e éd.
- Castel, R. (1996) Sociologie : perspectives, in *Une école pour les sciences sociales. De la VI^e section à l'École des hautes études en sciences sociales*, Paris : Éd. du Cerf/ÉHESS.
- Dogan, M. & Pahre, R. (1991) *L'innovation dans les sciences sociales. La marginalité créatrice*, Paris : PUF.
- Dreyfus, M., Groppo, B., Ingerflom, C., Lew, R., Pennetier, C., Pudal B. & Volikow, S. (2000) *Le siècle des communismes*, Paris : Les Éditions de l'Atelier.
- Furet, F. (1995) *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris : Robert Laffont/Calmann-Lévy.
- Grandjonn, J. (1989) *Communisme, Kommunismus, Communism. Origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néobabouvistes (1785-1842)*, 2 tomes, Trèves : Maison Karl Marx.
- Grossin, W. (1989) Représentations temporelles et émergence de l'histoire, *L'Année sociologique* 39, Paris : PUF.
- Gurvitch, G. (1977) *Dialectique et sociologie*, Paris : Flammarion.
- Kondratevia, T. (1989) *Bolcheviks et Jacobins*, Paris : Payot.
- Koselleck, R. (1990) *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, trad. franç.
- Lavabre, M.-C. (1994) *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Loroux, N. (1933) Éloge de l'anachronisme en histoire, *Le genre humain* 27 : 36-37.
- Maillard, A. (1999) *La Communauté des Égaux. Le communisme néobabouviste dans la France des années 1840*, Paris : Kimé.
- Maillard, A. (dir.) (1999), Les communistes dans la première moitié du XIX^e siècle, *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 77.
- Martelli, R. (1995) *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Paris : Les éditions de l'Atelier.

Marx, K. & Engels, F. (1972) *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales.

Marx, K. (1972) *Manuscrits de 1844*, trad. franç., Paris : Éditions sociales.

Marx, K. (1994) *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte (1852)*, in *Œuvres IV, Politique 1*, Paris : Gallimard.

Mayer, A.-J. (2002) *Les Furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la Révolution russe*, trad. franç., Paris, Fayard.

Riot-Sarcey, M. (1998) *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIX^e siècle*, Paris : Albin Michel (notamment le chapitre intitulé « Grèves de 1840 : un événement insaisissable : 213-229).

Thompson, E.-P. (1988) *La formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. franç., préface de 1963, Paris : Gallimard/Hautes études/Seuil.

Terrain (2002) *Qu'est-ce qu'un événement ?* Paris : Éditions du patrimoine 38, Mars.